

DECLARATION LIMINAIRE AU CTL du 23 mai 2016

Monsieur le Président,

L'adaptation à marche forcée du réseau à la réforme territoriale version DGFIP (fusion de SIP, SIE, SPF, BDV, Trésoreries), le **manque chronique de moyens** humains et budgétaires, l'obligation de l'usage des télé procédures pour les particuliers, le Prélèvement A la Source (PAS) sont autant d'exemples de la **volonté de bouleverser le rôle et la place des services de notre direction.**

À la DGFIP aussi, l'entreprise de démolition tourne à plein régime. Les réformes en cours ne sont rien d'autres que des réductions de voilure rendues inéluctables du fait d'un manque criant de moyens.

Parallèlement, la volonté très perceptible de standardisation des régimes indemnitaires, la quasi disparition des listes d'aptitude, la cure d'austérité infligée aux tableaux d'avancement témoignent du **manque de reconnaissance** des efforts consentis par les personnels dans un contexte où il faut en faire toujours plus avec de moins en moins de moyens.

Pour **F.O.-DGFIP**, **plutôt que de mettre en place toute une série de palliatifs** destinés notamment à résoudre les problèmes d'accueils, il est urgent d'obtenir des garanties sur l'arrêt des suppressions d'emplois et un moratoire sur les restructurations incessantes. Comment imaginer que les personnels disposeront de la sérénité suffisante et nécessaire pour grimper tous les Himalaya tel que, notamment, le prélèvement à la source dans un tel contexte ?

Les ministres n'ont de cesse que se répandre sur la technicité et le dévouement des agents. **Il est temps de passer à des formes de reconnaissance concrètes.** Il est plus que temps qu'enfin la DGFIP ne soit plus considérée comme LE gisement d'emplois à supprimer mais reconnue comme une administration exerçant des missions prioritaires. Les suppressions d'emplois s'enchaînent d'année en année. Dans le même temps sont créés pêle-mêle des Centres de contact, des plates-formes et pôles en tous genres et les restructurations /fusions et fermetures des services de proximité se multiplient.

Ces plans de restructurations successifs conduisent, d'ores et déjà, à un resserrement sans précédent du réseau de la DGFIP, et ils mèneront à terme à **l'abandon du service public financier de proximité.**

Pour **Force Ouvrière**, il est indispensable que notre administration puisse continuer d'assurer un vrai service de proximité avec des moyens adaptés pour continuer de satisfaire aux besoins des usagers, des collectivités et établissements publics au sein de tous les territoires.

De plus, dans un contexte où une grande partie de la population utilise les modes de paiement traditionnel, et n'a pas forcément accès aux nouvelles technologies, **le contact humain et la connaissance des dossiers des agents publics de proximité sont d'autant plus nécessaires pour répondre aux diverses sollicitations.**

Poursuivant sa stratégie de recul du service public et selon ses propres termes de « désintoxication » de l'utilisateur, le gouvernement n'en finit plus de promouvoir la télédéclaration et demain la retenue à la source comme l'alpha et l'oméga du développement de la e-administration avec à la clé l'illusion de la facilité et de la simplification pour les usagers.

Sur ce point, nous dénonçons dans ce Comité technique local, **la propagande menée par le Ministère** des Finances et des Comptes publics, qui au travers d'une de ses affiches, caricature une mission des agents des Finances publiques et met la déclaration de revenus papier au musée des antiquités.

Outre le coût financier de cette opération publicitaire, au moment où tous les budgets qui permettent de faire fonctionner les services et d'assurer des conditions de travail décentes aux personnels sont en régression, **le message qui est véhiculé fait nettement passer les agents des Finances publiques pour des ringards, ce qui est inacceptable !**

Pour **F.O.- DGFIP**, cela participe à la politique de remise en cause du professionnalisme et de la technicité des personnels qui n'a d'autre but que de poursuivre la restructuration des services et d'abandonner les missions au fil de l'eau.

F.O.- DGFIP a demandé que cesse immédiatement cette propagande, par respect de tous les agents des Finances publiques.

Les besoins de la population qui s'expriment actuellement à nos guichets ne vont pas disparaître du fait de la généralisation de la déclaration en ligne. Quant au lancement du prélèvement à la source, non seulement cette usine à gaz va susciter un surcroît de travail dans les services de la DGFIP mais il y a fort à parier qu'il suscitera aussi beaucoup d'interrogations et donc de besoins d'information de la part des citoyens.

Sur ce projet de prélèvement à la source, **FO** réitère son opposition à cette réforme de la collecte de l'impôt, qui constitue d'une part une fausse simplification et d'autre part n'est en rien une réforme fiscale.

Pour **FO**, si cette réforme est considérée comme une priorité par le gouvernement, l'administration qui la porte devrait être considérée comme prioritaire ! Le Ministre ne l'entend pas ainsi même s'il compare ce chantier à « l'ascension de l'Himalaya ».

Pour **FO** dans un contexte de suppressions d'emplois et de restructurations incessantes les agents risquent fort de manquer d'oxygène avant l'arrivée au sommet et le prélèvement à la source de finir d'asphyxier les services de la DGFIP !

Permettez nous aussi de vous faire remarquer, Monsieur le Président, qu'une fois de plus vous mettez la charrue avant les bœufs puisque vous indiquez, que la démarche d'expérimentation SAR, service d'appui au réseau, que nous appellerons plutôt « service d'anéantissement du réseau », a été présentée au CTR du 19 mai 2016 alors que celui ci ne s'est pas tenu.